

27/05/2008 13:11:00

## Traiteur bio, com': les entreprises d'insertion osent d'autres métiers (PAPIER D'ANGLE)

Par Sylvie HUSSON

PARIS, 27 mai 2008 (AFP) - A l'image de l'Usine, lieu d'événements branché et haut de gamme aux portes de Paris, des entreprises d'insertion (EI) réussissent à concilier efficacité économique et utilité sociale dans des secteurs marchands nouveaux, très loin des activités pionnières.

Ces entreprises du secteur concurrentiel qui accompagnent professionnellement et socialement ceux que l'on qualifie souvent trop vite d'"inemployables", se sont développées depuis la fin des années 70 dans quelques secteurs - déchets et recyclage, bâtiment, ménage et entretien d'espaces verts.

Six secteurs concentrent encore 74% de l'activité, mais les métiers commencent à se diversifier, "surtout en région parisienne et dans les grandes agglomérations", note Mathieu Grosset, porte-parole du CNEI (Conseil national des entreprises d'insertion), qui regroupe 550 employeurs, plus de la moitié du secteur.

L'Usine, ancienne fabrique des chocolats Menier reconvertie en 2001 en loft dédié à la réception d'événements, à deux pas du Stade de France à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), est à ce titre emblématique. "Toutes les entreprises du CAC 40 ont organisé au moins une fois un événement ici", souligne avec fierté un cadre.

Derrière les pianos des cuisines, au bar ou à l'accueil, s'affairent des jeunes sans qualification, des personnes connaissant des problèmes d'addiction (drogue, alcool...) ou encore d'anciens détenus: 45 personnes bénéficiant d'un contrat d'insertion par l'activité économique d'une durée de 24 mois maximum.

Comme toute EI, l'Usine touche une aide de 9.681 euros par poste à temps plein conventionné et est jugée sur le taux de sortie positive de ses salariés vers un emploi durable, CDD de plus de 6 mois ou CDI (60% à l'Usine).

Chez Alterna, la diversification est une spécialité. "On voulait justement démontrer que l'on pouvait faire de l'insertion dans presque n'importe quel métier, y compris ceux à forte valeur ajoutée. C'est une question d'organisation, de volonté politique et de positionnement sur des niches attractives", explique David Giffard, président d'Alterna Développement (groupe SOS), qui regroupe six autres entreprises d'insertion en plus de l'Usine.

En 2007, la "fabrique à événements" a réalisé un chiffre d'affaires de 4,7 millions d'euros, plus de la moitié de celui du groupe.

Cette réussite permet de soutenir le lancement de nouvelles activités: mode et produits issus du commerce équitable (Alter Mundi), location de voitures hybrides avec chauffeur et même communication d'entreprise.

Un service de traiteur bio équitable a été lancé il y a un an et demi. Il peine à répondre à la demande, "tout le monde veut son cocktail équitable!", selon M. Giffard.

"Les entreprises d'insertion sont des entreprises concurrentielles, qui jouent le jeu, répondent à des appels d'offre et sont loin d'être un coût pour la collectivité", observe M. Grosset, du CNEI, qui calcule: "pour un euro investi, elles redonnent 2 euros à l'Etat sous

forme de TVA et de charges, et il faut ajouter 1,94 euros de coûts évités si les personnes étaient restées au chômage".

Alterna affiche un taux d'autofinancement de 92 à 95% (il est de 78% en moyenne chez les adhérents du CNEI).

En France, le secteur de l'Insertion par l'activité économique fait travailler 230.000 personnes en difficulté dans plus de 5.000 structures (dont les ateliers et chantiers d'insertion, situés hors du champ concurrentiel et largement subventionnés). Les 950 EI remettent à l'emploi 30.000 personnes par an.

shu/jba/ds